

Rouyn-Noranda, de même que les conseils municipaux et le Conseil économique régional demandent au gouvernement fédéral et à l'honorable ministre concerné d'augmenter les subsides, non pas pour permettre aux compagnies de faire plus de profit—non—mais pour permettre à celles-ci de payer de meilleurs salaires à leurs employés et d'atteindre au moins le niveau du salaire moyen payé dans la région.

Or, le Conseil économique régional a parfaitement raison à ce sujet, lorsqu'il dit, et je cite:

L'opportunité d'amender le programme d'exploration dans le nord canadien, afin de permettre aux compagnies opérant dans les municipalités affectées par le problème de l'or de trouver des solutions de remplacement aux entreprises qui devront éventuellement fermer leurs portes.

Or, il y a une façon d'empêcher les entreprises de fermer leurs portes: c'est d'augmenter les subsides. L'autre façon, c'est d'aider à la découverte de nouveaux gisements miniers, grâce à l'exploration. Il y a des possibilités immenses de découvrir des centaines de nouvelles mines dans toute la région, allant jusqu'à la baie James. Les possibilités sont immenses. L'autre point de vue, c'est d'utiliser et de traiter chez nous, par exemple, nos forêts. Vu que le gouvernement n'aime pas verser 15 millions en subsides aux mines d'or, il pourrait affecter cette somme à la création d'industries secondaires chez nous. Par exemple, il pourrait voir à employer nos mineurs déplacés ou mis à pied dans des usines de contre-plaqué.

Nous avons un groupe d'hommes d'affaires qui tentent actuellement de commencer la production de contre-plaqué dans la région de Val-d'Or. On a toutes les misères du monde à se faire entendre par la Banque d'expansion industrielle; on fait une application et cela prend six mois avant d'avoir une réponse. Cela prend parfois d'un an et demi à deux ans avant d'avoir des résultats, quand ce n'est pas un «non» direct, et l'on dit alors: «Essayez d'arranger votre bilan autrement», alors que ce serait une industrie viable, une industrie secondaire importante qui verrait à œuvrer sur les lieux le produit de nos forêts.

Monsieur le président, si l'on rajoutait à cette subvention de 15 millions aux mines d'or pour aider à la fondation ou à la création d'industries secondaires chez nous, il me semble que l'exploitation serait bien plus facile et bien moins douloureuse qu'elle ne l'est dans le moment. Au fait, l'honorable ministre sait fort bien que même avec son nouveau projet de loi tendant à prolonger le paiement des subsides pour une période de trois ans, il ne réussira pas encore à solutionner le problème. D'ici trois ans, au train où vont les choses, la plupart des mines de Malartic-Val-d'Or seront fermées.

[M. Caouette.]

Nos ouvriers, nos mineurs qui demeurent dans cette région depuis 25, 30 ans, seront obligés de s'expatrier, soit dans le nord du Manitoba, soit dans d'autres régions, et tout sera perdu dans les villes où des dépenses considérables ont été faites par la population, par les chefs de file de notre région, parce qu'on n'aura rien prévu.

Or, je prévient le ministre de cette situation—il en est au courant—et il dit que le gouvernement fédéral n'est pas le seul responsable; j'appuie son point de vue. Le gouvernement de Québec devrait faire quelque chose aussi dans ce domaine-là. Si le gouvernement de Québec veut absolument prendre la responsabilité d'à peu près tout dans la province, qu'il commence par prendre une responsabilité à l'endroit des mineurs qui sont déplacés ou qui perdent leur emploi, justement parce que les mines d'or ferment leurs portes.

Il est clair que notre région, qui vit de ces mines depuis déjà une trentaine d'années, ne pourra pas en vivre jusqu'à la fin des temps.

Or, monsieur le président, j'attire l'attention du ministre sur le fait que, même si le Québec a une responsabilité à prendre, même si le Québec ne collabore pas avec Ottawa, même si le Québec fait la sourde oreille—peu importe la couleur politique qui est là, comme disait le ministre—il devrait quand même prendre l'initiative de suggérer, parce que c'est le gouvernement fédéral qui paie les subsides, un remède plus efficace que celui des subsides.

Je crois que la population de notre région en serait reconnaissante et comprendrait l'importance de l'établissement d'industries secondaires pour remplacer les mines qui ferment leurs portes ou les mines d'or à petite teneur qui ne peuvent pas fonctionner avec profit.

A ce moment-là, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources aura reconnu que nous avons, dans le nord-ouest québécois, un immense potentiel d'énergie à développer, et qu'avec de la bonne volonté,—la finance aidant, comme de raison,—il sera facile de corriger la situation alarmante qui prévaut actuellement dans notre région.

[Traduction]

M. Leboe: Monsieur le président, je serai bref, car je suis de ceux qui croient le renouvellement du programme d'aide d'une importance capitale pour l'industrie de l'exploitation des mines d'or; notre groupe appuie ce projet de résolution. Toutefois, il y a plusieurs points que j'aimerais soulever à cet égard, surtout en ce qui concerne les faits